

SOCIAL

BRAS DE FER AU GENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

HIRSON Deux tiers des agents du centre des finances publiques hirsonnais se sont associés en collectif, inquiets pour l'avenir des services. Ils réclament un véritable dialogue social.

Ceux qui se sont rendus au centre des finances publiques la semaine dernière ont sans doute reçu un tract signé du « Collectif des agents des finances publiques d'Hirson ». Deux tiers des employés du site, qui en compte une trentaine, se sont en effet mobilisés pour informer la population sur l'état de ce service public en Thiérache. Soutenus par une intersyndicale réunissant Solidaires, la CGI, la FEDJ, FO, et l'Ulsa, ils tirent la sonnette d'alarme et prédisent à long terme la fermeture pure et simple du centre où « l'on voit les effectifs fondre dans tous les services », nous apprend l'un de ces agents. C'est que le centre d'Hirson, comme partout en France, souffre de la mise en place des téléprocédures, qui permettent aux contribuables de se dé-



« Personne n'est contre la modernisation, mais qu'elle ne soit pas un prétexte à la déshumanisation du service public »
Yan Ruder, CGT

brouiller seuls en ligne pour remplir leurs obligations fiscales. « Les postes qui devaient disparaître à cause de la téléprocédure ont déjà été supprimés. Maintenant, en tant que service public, on ne peut pas abandonner le rôle de personnes qui ont besoin d'aide, affirme Yan Ruder, de la CGI. Les très petites entreprises n'ont pas de comptable : elles ont besoin de nous. La téléprocédure peut fonctionner dans les grandes métropoles, mais pas dans un territoire comme le nôtre. Personne n'est contre la modernisation de notre administration, mais qu'elle ne soit pas un prétexte à la déshumanisation du service public. » La fermeture du service de publicité foncière en 2019 a été annoncée le 20 mars, nous apprend Olivier Devresse, de Solidaires. Quatre personnes le composent : elles seront mutées dans l'un des quatre autres centres de l'Aisne. De même, le ser-



Les services du centre des finances publiques d'Hirson voient leurs effectifs fondre.

vice des impôts des entreprises, qui emploie également quatre personnes, est menacé. Ceux de Guise et de Chauny ont déjà été supprimés et la fermeture de celui d'Hirson, prévue en 2019, n'a été reportée qu'en raison de contraintes informatiques. « Jusqu'ici, ce sont des petites trésoreries qui ont fermé [dont celle de La Capelle, au 1^{er} janvier 2018, ndlr]. Les agents ou les contribuables n'avaient que 10 kilomètres à faire pour en trouver une autre. Mais là, c'est plus conséquent. Le centre des finances publiques le plus proche d'Hirson se trouve à 60 kilomètres », s'inquiète un des membres du collectif d'agents hirsonnais.

PLUSIEURS ÉLUS EN SOUTIEN
Plusieurs élus départementaux les soutiennent : un moratoire sur les fermetures de services à la direction des finances publiques de l'Aisne

doit être voté lors du prochain Conseil départemental, lundi 14 mai. Les syndicats espèrent l'unicité, ainsi que le soutien du maire été contacté.

« LA MÊME DÉMARCHÉ QUE LES CHEMINOTS »

Une autre critique adressée à la direction départementale des finances publiques par les agents d'Hirson est le refus d'un dialogue social digne de ce nom. Ils dénoncent les fermetures de services annoncées chaque année en avril pour janvier alors que des déménagements sont parfois à prévoir, et surtout, reprochent à la direction de les maintenir dans une incertitude qui nourrit de vives inquiétudes. Là encore, le directeur adjoint, Bruno Pruvost, répond que les délais sont dictés par le budget de l'État voté annuellement : « Il ne s'agit pas de créer de l'anxiété, il n'y a pas de volonté délibérée de la direction de maintenir ses agents dans l'ignorance ». Il fait un parallèle avec le conflit qui oppose actuellement les cheminots au gouvernement : « Quand on ne remporte pas les négociations, on dit qu'il n'y a pas de dialogue. » Ce parallèle, les syndicats le font aussi, car si à Hirson, la mobilisation est modeste, certains centres de finances publiques (Perpignan, Nantes...) ont récemment fait beaucoup plus de bruit : « On s'inscrit dans la même démarche que les cheminots, explique Yan Ruder, de la CGI. Nous sommes engagés depuis plusieurs mois dans un vrai bras de fer avec le ministère, à travers des actions régulières. » Rappelons qu'en octobre, le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, avait dû se rendre à Saint-Simon pour confirmer la fermeture controversée de la trésorerie.

AUCUNE FERMETURE EN 2019, D'APRÈS LA DIRECTION

Du côté de la direction départementale des finances publiques, basée à Laon, on calme le jeu. « Je comprends cette préoccupation, mais pour l'instant, rien ne permet d'accréditer la thèse d'une fermeture du centre d'Hirson, affirme Bruno Pruvost, directeur adjoint. Les gens veulent être rassurés sur des périodes longues, mais actuellement nous ne pouvons pas aller au-delà du 31 décembre 2019, tout simplement parce que nous nous réorganisons en fonction de la loi de Finances qui est votée annuellement. » Quant à la fermeture du service de publicité foncière annoncée pour 2019, « on travaille encore sur cette opération qui s'étalera entre 2019 et 2020, sous réserve de contraintes techniques qu'il reste encore à lever ». « Pas d'ajournement », donc. ■ **JANE LEMARIE**